

Visite de travail du chef de l'Etat à New York Le Gabon signe l'Accord de Paris sur le climat

L-J N

New York/ Etats-Unis

Le président gabonais, Ali Bongo Ondimba, qui a paraphé ledit texte, a déclaré qu'en procédant à la signature de cet Accord historique et ambitieux, notre pays conforte ses efforts en vue de relever le défi climatique.

LE Gabon a signé, hier, au siège des Nations unies, l'Accord de Paris sur les changements climatiques, conclu lors de la Conférence des Parties (COP 21), qui s'est tenue du 30 novembre au 5 décembre 2015 dans la capitale française.

Le président Ali Bongo Ondimba a paraphé le document qui engage les États de la planète à adopter désormais un modèle de développement économique sobre en carbone. Comme l'ont fait les chefs d'Etat, de gouvernement et représentants de pays présents aux côtés du secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-Moon, la secrétaire exécutive de la Convention-cadre de l'Onu sur les changements climatiques (CCNUCC), Christiana Figueres, et Ségolène Royal,



Le président Ali Bongo Ondimba lors de la signature de l'Accord de Paris.

la présidente de la COP 21. En procédant à la signature de cet Accord historique et ambitieux, «le Gabon conforte ses efforts en vue de relever le défi climatique», a déclaré le chef de l'Etat gabonais. Notre pays prendra «toutes les mesures idoines à la ratification du présent accord par notre Parlement». Lequel était d'ailleurs, représenté à ce moment historique au siège des Nations unies, par Lucie Milebou, président du Sénat, pour bien marquer toute l'importance que revêt le combat mené contre le réchauffement climatique dans notre pays

ainsi que la volonté gabonaise de respecter ses engagements. Le péril climatique contraint le Gabon à tout mettre en œuvre pour protéger ses côtes pour éviter, si rien n'est fait, la disparition des localités telles que Port-Gentil, Mayumba, et autres avec la montée des eaux, les érosions des sols et leur corollaire. Notre pays doit également se prémunir contre les conséquences éventuelles de futurs déplacements de populations venues du Sahel dans les trente prochaines années. Ce qui constitue une question de sécurité

nationale qui interpelle aussi bien le Gabon que les autres pays du continent. Le Gabon n'a cessé d'œuvrer pour s'adapter aux exigences de la lutte contre les changements climatiques. D'ailleurs, le Gabon, très engagé lors des discussions de Paris après que le président Ali Bongo Ondimba a exprimé «son ambition de faire partie de la solution et non du problème», s'est, dès 2002, distingué dans la lutte contre les changements climatiques et ce jusqu'à ce jour. De fortes mesures ont été prises allant de la création de parcs nationaux sur

10% du territoire national, l'élaboration d'un Code forestier, d'un plan de torchage, d'un plan climat, d'un plan d'affectation de terres et autres dispositifs inscrits dans le cadre de sa contribution à l'effort mondial. L'engagement de notre pays en faveur d'une transition énergétique, par le développement des énergies renouvelables, a été, par ailleurs, aussi réitéré.

ENJEU VITAL • Notre pays fut en mars 2015 le premier État africain à déposer officiellement sa contribution pour la COP 21. Ce qu'avait salué Ségolène Royal, en visite officielle à Libreville, en parlant de «politiques exemplaires» du Gabon, engagé dans une réduction de moitié de ses émissions à l'horizon 2025. Autant d'éléments qui traduisent bien toute l'importance des questions environnementales pour notre pays. Face à l'exigence de mobilisation mondiale indispensable pour respecter les engagements contenus dans cet Accord, notamment de limiter l'augmentation de la température à moins de 2°, l'heure n'est plus ni aux discours ni au scepticisme, a estimé le

président gabonais. «C'est, tous ensemble, qu'il nous revient de mener avec détermination ce combat contre le réchauffement climatique».

Dans cette perspective, le dirigeant gabonais, a indiqué que l'Accord engendre un nouveau mode de coopération internationale autour de la lutte contre le réchauffement climatique. Il a encouragé toutes les parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques à signer cet Accord «qui ouvre la voie vers un monde de développement plus résilient, durable et sobre en carbone, pour un mieux-être de notre humanité». Il s'agit d'un enjeu vital, car il soumet tous nos pays à un devoir de responsabilité, à une plus grande responsabilité et une plus grande solidarité, a conclu Ali Bongo Ondimba.

Il faut noter que, outre le Gabon, ce sont 174 pays qui ont signé cet Accord sur le climat lors de cette Assemblée générale des Nations unies à laquelle ont pris part de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement. Tous déterminés à faire bouger les choses dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Première édition du forum sur "l'Egalité des chances"

La jeunesse inquiète de la montée des périls



Les officiels dont le Pr Daniel Ona Ondo, parrain de la 1ère édition du forum pour l'égalité des chances et Patricia Taye Zodi(Gauche).



Les jeunes et autres invités ont pris massivement part au forum sur l'égalité des chances.

L.R.A.

Libreville/Gabon

Comment la jeunesse comprend-elle ce concept ? Est-elle-t-elle que c'est une réalité ou un mythe ? Quelles sont ses attentes sur la question ? Telles étaient entre autres les interrogations auxquelles devaient répondre les jeunes, hier à l'hôtel Boulevard aux Acaes.

SOUS l'égide du Pr Daniel Ona Ondo, Premier ministre, le ministère de l'Egalité des chances et des Gabonais de l'étranger, en collaboration avec le Conseil national de la jeunesse du Gabon (CNJG), a organisé, hier, à l'hôtel Boulevard sis aux Acae, la pre-

mière édition du forum sur l'Egalité des chances. Thème retenu : "L'égalité des chances, mythe ou réalité ? : contribution et réflexion de la jeunesse gabonaise". Entre autres objectifs affichés "formuler les axes principaux de la nouvelle société gabonaise vue par les jeunes comme modalité de mise en œuvre de la vision du chef de l'Etat dans l'avènement d'une prospérité partagée", a édifié Patricia Taye Zodi, ministre de l'Egalité des chances. Qui précise qu'en prenant l'initiative d'organiser ce forum, "nous avons voulu, non seulement démystifier ce concept tout à fait nouveau auprès d'un public plus large, mais aussi consulter les jeunes afin qu'ils apportent leur éclairages, leurs aspirations, leurs attentes et leurs exigences en

matière d'égalité des chances". Parole était donc donnée à la jeunesse qui, à travers Andy Roland Nziengui Nziengui, président du CNJG, a livré sa réflexion. "Égalité des chances, mythe ou réalité? La question est pertinente au regard des doutes qui ont envahi la jeunesse", a dit le jeune leader. "Pour y répondre, il est nécessaire de questionner notre intelligence et surtout de la soumettre à l'épreuve des faits". Et de relever qu'en lançant à la veille de l'élection présidentielle un nouveau challenge baptisé "Égalité des chances", cette invite du président de la République sonne comme un slogan de campagne. "Comment penser autrement au regard de la générosité des médias... qui inondent nos

consciences chaque jour de tonnes d'informations diffuses". Prenant l'exemple des établissements scolaires, le jeune Andy va alors faire observer que l'égalité des chances n'est pas complètement assurée. Manque d'enseignants de toutes les disciplines, salles de classe non électrifiées, manque de tables-bancs, locaux vieillissants, a-t-il, pêle-mêle, énuméré. Et, de demander à Mme Taye Zodi "quelle politique allez-vous impulser pour rétablir la justice sociale quand... l'avenir professionnel dépend non de l'intelligence... non de la méritocratie, mais de la province, du quartier, ou du nom que l'on porte ?" Avant de lui redire que "tout ce qui entrave l'égalité des chances doit être combattu.

Tout ce qui empêche chacun de faire valoir ses talents et ses mérites doit être corrigé. L'égalité des chances doit cesser d'être une rhétorique pour devenir réalité". Ce à quoi le Premier ministre a répondu en indiquant que le chef de l'Etat a signifié que le moment est venu d'amorcer la transition et passer à une société qui récompense le mérite et le talent personnels. "Mais le Gabon ne peut se développer durablement sans l'adhésion et l'appropriation collective de cet idéal par les fils et filles de la nation toute entière", a-t-il estimé. Et pour mieux faire comprendre les enjeux, le chef du gouvernement a rappelé que le programme pour l'égalité des chances s'articule autour de 5 piliers : l'égalité des chances pour l'éducation et

la formation professionnelle ; pour l'emploi ; pour l'accès aux soins de santé, et de meilleure qualité ; pour les femmes ; dans le combat contre les privilèges. Pour une participation de tous et de chacun à cette journée, de nombreux sous-thèmes ont été intégrés. Entre autres thèmes débattus par les participants : "Les jeunes de «mapanes» et de la rue ont-ils une chance de s'en sortir ?" ; "Pour un système éducatif juste et équitable au niveau de l'enseignement scolaire et universitaire" ; "Quel système de couverture santé et de protection sociale au profit des personnes vulnérables" ; "Égalité des chances pour tous : les besoins et les attentes de la personne vivant avec le handicap" ; etc.